Accusé de réception en préfecture 030-213001357-20240119-AM2024-021-Al Date de télétransmission : 22/01/2024 Date de réception préfecture : 22/01/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU GARD COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-021

AUTORISATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC TEMPORAIRE POUR L'INSTALLATION D'UNE ESTRADE SUR L'AIRE DE PARKING DU CENTRE SOCIO-CULTUREL A L'OCCASION DE LA FÊTE DE LA SAINT VINCENT

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959;

Vu la loi modifiée n°82-213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le décret n°64-262 du 14/03/1964 relatif aux caractéristiques techniques et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'arrêté préfectoral portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande du 18/12/2023, par laquelle l'Association « Les Amis de la Saint Vincent » souhaite, dans le cadre de la Fête de la Saint Vincent installer une estrade de 4,80 mètres sur 6 mètres sur l'aire du parking du Centre Socio-Culturel du Jeudi 25 Janvier au Dimanche 28 Janvier 2024 ;

ARRÊTE

<u>Article 1:</u> L'association « Les Amis de la Saint Vincent » est autorisée à occuper temporairement le domaine public sur l'aire du parking du Centre Socio-Culturel pour le motif indiqué dans sa demande, à charge pour elle de se conformer aux dispositions réglementaires ci-dessous visées, et aux conditions spéciales suivantes : - durée de la réglementation

Le présent arrêté sera applicable du Jeudi 25 Janvier au Dimanche 28 Janvier 2024.

<u>Article 2</u>: La bénéficiaire est, et reste, responsable vis-à-vis de l'administration et des tiers de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'action relative à l'objet de la présente permission.

<u>Article 3</u>: La présente autorisation est, pour tout ou partie, révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées ci-dessus.

<u>Article 4</u>: Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Gard et à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 19 Janvier 2024 Le Maire, Jean-Marie FOURNIER